

LES TRAVAILLEURS DE LA ZONE INDUSTRIELLE MENACENT D'UNE NOUVELLE DÉMONSTRATION DE FORCE

Rouiba sur une poudrière

Onze mois après leur démonstration de force, les syndicalistes de la zone industrielle de Rouiba menacent de réinvestir de nouveau le terrain de la contestation sociale. Hier, ils étaient des dizaines à répondre à l'appel lancé par leurs responsables syndicaux pour l'observation d'un sit-in devant le siège de la Centrale syndicale. Leurs revendications : dénoncer l'attitude affichée par les entreprises implantées sur le site à l'égard des revendications des travailleurs.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La zone industrielle de Rouiba est en pleine ébullition. La menace d'une énième démonstration de force n'est pas écartée dans les prochains jours, a-t-on appris de source syndicale sûre.

A l'origine de cette nouvelle colère des syndicalistes représentant les 20 000 travailleurs, on peut citer notamment «le refus des employeurs de mettre en application les accords conclus avec le partenaire social».

Face à cette situation qualifiée de «blocage» et de «l'impossibilité des structures syndicales de base et de wilaya de don-

ner suite aux problèmes soulevés par les syndicalistes», ces derniers ont de nouveau intervenu auprès du secrétaire général de l'UGTA. Ainsi, une réunion a eu lieu hier entre une délégation des syndicalistes de base et le secrétaire général de la Centrale syndicale.

A ce dernier, il est demandé d'intervenir auprès des parties concernées et de peser de tout son poids «afin de trouver des solutions aux problèmes soulevés et par voie de conséquence, éviter le bras de fer voire l'explosion sociale».

Face à cette situation, les syndicalistes de la zone



Photo : Samir Sid

industrielle de Rouiba comptent mobiliser leurs troupes dans une perspective d'une prochaine démonstration de force. A ce titre, on apprend qu'une réunion des cadres syndicaux et autres secrétaires généraux des syndicats d'entreprises pourrait se

tenir aujourd'hui au siège de la Centrale syndicale.

«Face à cette attitude, les travailleurs et leurs représentants syndicaux sont déterminés à aller au bout de leurs revendications pour faire valoir leurs droits », a soutenu un cadre syndical de la SNVI.

Sinon comment expliquer que les dirigeants de ces entreprises choisissent le statu quo au détriment de l'ouverture d'un véritable dialogue avec les représentants des travailleurs.

«Non seulement c'est du mépris, voire une insulte envers tous les travailleurs

et les cadres syndicaux ici présents, mais c'est une forme d'incitation à sortir dans la rue», a-t-on souligné.

Pour rappel, la colère des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba, a été marquée par des affrontements qui ont opposé travailleurs à des policiers anti-émeutes.

La grève, partie de la Société des véhicules industriels (SNVI), avait touché d'autres zones de Rouiba.

Les syndicalistes rencontrés hier au siège de la Centrale syndicale se demandent si les gestionnaires se soucient de la stabilité et de la paix sociales.

«Au contraire, ils nous provoquent», dit-on. Avant d'ajouter que «les syndicalistes ont fait beaucoup de concessions jusqu'ici pour calmer les esprits mais nous ne pouvons rester les bras croisés devant ces agressions répétées contre les travailleurs».

A. B.

APRÈS LA PROMULGATION DES STATUTS PARTICULIERS

Le Snapap souligne les carences

La lecture des statuts particuliers des différents corps dépendant de la Fonction publique n'a pas apporté que des satisfactions au Snapap. Le Syndicat national des personnels de l'administration publique émet des réserves sur certaines dispositions. Des lacunes qu'il compte notifier par écrit à la Direction générale de la fonction publique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le Snapap, aile Felfoul, après avoir consulté les différentes unions, estime que les dispositions des différents statuts particuliers comportent des lacunes. Une appréciation que le syndicat a communiquée à la Direction de la fonction publique au cours de la rencontre qui avait réuni les deux parties.

Réponse de la Fonction publique : les appréciations doivent être notifiées par écrit. Une tâche à laquelle s'attelle le Snapap. Dans la copie qu'il compte transmettre à la Direction de la fonction publique, le syndicat estime qu'il serait plus juste que l'indemnité oscillant entre 25 et 40% en fonction des échelons soit plafonnée à 40% pour tout le monde. Le Snapap considère que la carrière de certaines catégories n'est pas appelée à évoluer dans le cadre des statuts promulgués.

Certains corps sont appelés à ne jamais évoluer à l'instar des techniciens supérieurs ou des adjoints de l'éducation qui, en dépit des années d'expérience accumulée, n'ont aucune perspective.

Parallèlement, le Snapap a demandé au ministère du Travail

la tenue d'une réunion bilatérale durant laquelle il compte faire des propositions pour la révision de plusieurs dispositions régissant le monde du travail, la gestion des œuvres sociales, le dossier des

contractuels, les retraites et la gestion du FNPOS. Aucune date n'a pour le moment été communiquée au syndicat au sujet d'une éventuelle rencontre. En attendant, le Snapap continue son travail de structuration.

Cinq nouvelles unions sont venues s'ajouter aux huit déjà existantes. Il s'agit des secteurs de l'agriculture, de l'hydraulique, de la solidarité, de l'habitat ainsi que d'une union consacrée aux agents de sécurité.

N. I.



Photo : SDR

DÉNONÇANT LES «INÉGALITÉS» PROFESSIONNELLES

Les travailleurs algériens de Huawei Télécommunications Algeria en grève illimitée

Les travailleurs algériens de la société Huawei Télécommunications Algeria ont entamé, hier, un mouvement de grève illimitée. Ils dénoncent les «inégalités» professionnelles entre les employés algériens et leurs homologues chinois.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - En grève depuis hier à Alger, les travailleurs algériens de Huawei Télécommunications Algeria dénoncent la «ségrégation» entre eux et les travailleurs chinois. «La direction chinoise de notre société nous a mis à l'écart. Son mépris pour les employés algé-

riens se reflète dans la non-implication des Algériens dans la prise des décisions. Même les responsables algériens reçoivent des instructions de la part des Chinois», affirment les grévistes. Pourtant, la société est de droit algérien, précisent-ils.

Déterminés à «arracher» leurs droits, ces employés ont créé une section syndicale de Huawei Algeria, affiliée à l'UGTA, installée officiellement le 21 août dernier.

«Nous avons déposé une plateforme de revendications le 2 octobre dernier mais aucune action sérieuse n'a été entreprise par l'employeur afin de satisfaire nos doléances», affirment les représentants des grévistes.

D'ailleurs, poursuivent-ils,

«après le dépôt du préavis de grève, les responsables chinois ont usé de manœuvres malhonnêtes pour casser notre mouvement de débrayage. Ils ont fait appel à la main-d'œuvre étrangère non autorisée à travailler en Algérie en particulier la main-d'œuvre chinoise et égyptienne».

Parmi leurs revendications, les grévistes citeront le versement de la quote-part des œuvres sociales, l'établissement d'une convention collective afin de définir la grille de salaires, les primes, le plan de carrière, le plan de formation, la revalorisation des salaires, primes et indemnités ainsi que l'application des accords relatifs à l'hygiène, sécurité et médecine du travail.

Les travailleurs algériens de Huawei dénoncent également les licenciements abusifs.

«Des employés ayant travaillé pour des périodes allant de 4 à 7 ans ont été licenciés sans préavis ni négociation de leurs indemnités», expliquent-ils.

Un «abus» signalé à l'Inspection du travail. «Nos différentes plaintes ont été rejetées. L'Inspection du travail a pris position et a tranché à chaque fois en faveur de l'employeur», ont-ils ajouté.

Créée en 1999, la société Huawei Télécommunications Algeria est versée dans la fourniture des équipements et des services de télécommunication.

R. N.